

De la défense de la démocratie en Amérique : qu'est-ce que la fin de la mission en Afghanistan signifie pour la promotion de la démocratie par les États-Unis ?

Regards de l'IEIM | Septembre 2021

Après près de 20 ans, la guerre en Afghanistan est officiellement terminée. Les événements entourant le retrait pour le moins houleux des troupes américaines et de l'OTAN de l'Afghanistan font couler beaucoup d'encre dernièrement. Certains comparent la prise du pouvoir par les talibans à la chute de Saïgon en avril 1975, d'autres soulignent, à juste titre, l'échec d'une longue opération de reconstruction, rappelant notamment les ratés de la longue mission en Irak. Dans tous les cas, les critiques accusent les pays occidentaux d'abandonner les Afghans, et surtout les Afghanes, à leur sort, après leur avoir promis un avenir meilleur où leurs droits seraient protégés¹.

À première vue, cette décision peut effectivement sembler incohérente venant du président Biden, qui a pourtant annoncé au printemps vouloir axer sa politique étrangère sur la protection des droits de la personne. Son secrétaire d'État Anthony Blinken parlait au printemps de remettre cette cause au centre de la politique étrangère américaine, promettant de déployer toute la diplomatie qu'il chapeaute pour défendre les droits de la personne et sanctionner les pays qui en abusent². Même lorsqu'il parle du retrait des troupes américaines, le président maintient l'engagement de son administration à défendre les droits des Afghans, spécialement des femmes et des filles.

Dès lors, on peut se demander comment un président qui met la défense des droits de la personne au cœur de sa politique étrangère peut tout de même décider de se retirer de l'Afghanistan et laisser le champ libre aux talibans. Comment peut-on prétendre vouloir combattre les gouvernements autocratiques et en laisser un de plus s'installer? D'abord, il faut garder en tête que Joe Biden était déjà contre un prolongement de l'implication américaine en Afghanistan quand il était le vice-président

« [...] on peut se demander comment un président qui met la défense des droits de la personne au cœur de sa politique étrangère peut tout de même décider de se retirer de l'Afghanistan et laisser le champ libre aux talibans. »

¹ Voir notamment Malala Yousafzai, « Malala: I Survived the Taliban. I Fear for My Afghan Sisters. », *The New York Times*, 17 août 2021, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2021/08/17/opinion/malala-afghanistan-taliban-women.html>, ou l'éditorial dans Le Monde « Afghanistan: le cruel abandon des femmes », 28 juillet 2021, disponible sur :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/07/28/afghanistan-le-cruel-abandon-des-femmes_6089788_3232.html

² Anthony Blinken, « Remarks to the Press on Release of the 2020 Country Reports on Human Rights Practices », 30 mars 2021, disponible sur : <https://www.state.gov/secretary-antony-j-blinken-on-release-of-the-2020-country-reports-on-human-rights-practices/>

de Barack Obama, donc en soi, cette décision n'est pas si surprenante. Cependant, la fin de la guerre en Afghanistan n'est pas une simple décision stratégique ou la mise en œuvre des décisions de l'administration précédente, mais plutôt une volonté de recadrage de la politique étrangère américaine. Dans son discours sur la fin de la guerre le 31 août dernier, le président Biden a d'ailleurs été très clair : le retrait des troupes de l'Afghanistan n'est pas seulement une décision sur l'Afghanistan, mais bien la fin des opérations de

« [...] la fin de la guerre en Afghanistan n'est pas une simple décision stratégique ou la mise en œuvre des décisions de l'administration précédente, mais plutôt une volonté de recadrage de la politique étrangère américaine. »

changement de régime et de « nation-building³ ». Et même si cela peut paraître contre-intuitif, cette réorientation cadre assez bien avec la politique étrangère de Joe Biden, basée davantage sur la diplomatie, et sa vision du rôle des États-Unis quant à la promotion de la démocratie.

Joe Biden a été clair, il n'allait pas « prolonger davantage cette guerre sans fin⁴ ». Mais pour mieux comprendre cette décision de mettre fin aux efforts de « nation-building », il faut regarder les impacts d'une des plus longues guerres jamais menées par Washington non pas sur le terrain à Kaboul ou à Kandahar, mais en sol américain.

Les « forever wars », source de mécontentement envers l'élite de Washington

Dans son discours à la nation le soir du 11 septembre 2001, George W. Bush avait dit que les attaques n'arriveraient pas à ébranler les fondations de la société américaine⁵. 20 ans plus tard, force est d'admettre qu'il avait tort. Si les attaques ont d'abord rallié les Américains, les conséquences et les événements qui découlent du 11 septembre, dont les « guerres éternelles » en Irak et en Afghanistan, ont énormément divisé la société américaine.

Selon le Pew Research Center, 54% des Américains jugent que le retrait des troupes de l'Afghanistan était la bonne décision⁶. En fait, pour bon nombre d'Américains, la guerre en Afghanistan, avec tous les coûts⁷ tant financiers qu'en vies humaines qu'elle engendre,

³ Joe Biden, « Remarks by President Biden on the End of the War in Afghanistan », 31 août 2021, disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/08/31/remarks-by-president-biden-on-the-end-of-the-war-in-afghanistan/>

⁴ « I was not going to extend this forever war » [traduction libre], Joe Biden, « Remarks by President Biden on the End of the War in Afghanistan », 31 août 2021, disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/08/31/remarks-by-president-biden-on-the-end-of-the-war-in-afghanistan/>

⁵ George W. Bush, « 9/11 Address to the Nation », 11 septembre 2001, disponible sur : <https://www.americanrhetoric.com/speeches/gwbush911address-to-the-nation.htm>

⁶ Van Green, Ted et Carroll Doherty, « Majority of U.S. public favors Afghanistan troop withdrawal; Biden criticized for his handling of situation », *Pew Research Center*, 31 août 2021, disponible sur : <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2021/08/31/majority-of-u-s-public-favors-afghanistan-troop-withdrawal-biden-criticized-for-his-handling-of-situation/>

⁷ Selon les données amassées, 2455 soldats américains ont perdu la vie en Afghanistan. La guerre, qui a duré près de 20 ans, a également coûté 2300 milliards de dollars aux contribuables. Évidemment, ceci est sans compter les répercussions multiples sur les

ne se justifie plus depuis un moment déjà. Par exemple, un sondage datant de 2019 montre que 59% des Américains estiment que la guerre en Afghanistan n'en vaut pas la peine. Concrètement, depuis la mort d'Oussama Ben Laden en 2011, l'appui à la guerre décline graduellement, ce qui n'est pas si surprenant puisqu'aux yeux des Américains, l'objectif initial a été atteint⁸.

« L'implication, particulièrement militaire, devient de plus en plus difficile à « vendre » à une population qui remet en question la conception autrefois acceptée d'un intérêt national passant par l'hégémonie et la stabilité de la scène internationale. »

De plus, en ces temps de pandémie et de difficultés économiques, bon nombre d'électeurs, toutes allégeances politiques confondues, croient que le gouvernement américain doit avant tout se préoccuper de ses propres problèmes avant de s'occuper des problèmes dans d'autres pays⁹. En fait, la fatigue

de la guerre exprimée dans les sondages révèle une opinion qui gagne en popularité chez l'Américain moyen. En effet, plusieurs ne veulent plus de ce rôle de shérif du monde, n'y voyant pas de bénéfices. Pour eux, le système international est peut-être basé sur la participation américaine, mais sert d'abord les autres, et non les intérêts américains. Cette désillusion vis-à-vis de l'internationalisme, qu'on croyait marginale, semble avoir trouvé une place dans l'esprit de plusieurs. L'implication, particulièrement militaire, devient de plus en plus difficile à « vendre » à une population qui remet en question la conception autrefois acceptée d'un intérêt national passant par l'hégémonie et la stabilité de la scène internationale.

Les « guerres éternelles » contribuent donc à ce que le discours isolationniste séduise un nombre grandissant d'électeurs. Déjà lors des primaires présidentielles de 2015, deux candidats autrement aux antipodes, Bernie Sanders et Donald Trump, parlaient de la nécessité d'en finir avec les longs conflits au Moyen-Orient et de s'occuper d'abord du sort des Américains, un propos qui deviendra en quelques sortes la doctrine de politique étrangère du président Trump, « America First ». Toutefois, le 45^e président ne remplira pas pleinement ses promesses de désengagement, alimentant à nouveau l'inappétence des Américains pour les déploiements militaires à l'étranger. Pendant ce temps, la fatigue de la guerre continue d'alimenter la grogne du peuple envers les élus de Washington et

vies des quelques 980 000 vétérans et sur la population civile afghane. Neta C. Crawford, « Calculating the costs of the Afghanistan War in lives, dollars and years », 1er septembre 2021, disponible sur: <https://theconversation.com/calculating-the-costs-of-the-afghanistan-war-in-lives-dollars-and-years-164588>

⁸ Hartig, Hannah et Carroll Doherty, « Two Decades Later, the Enduring Legacy of 9/11 », *Pew Research Center*, 2 septembre 2021, disponible sur: <https://www.pewresearch.org/politics/2021/09/02/two-decades-later-the-enduring-legacy-of-9-11/>

⁹ Medina, Jennifer, « What Voters in a California Swing District Say About Afghanistan », *The New York Times*, 30 août 2021, disponible sur: <https://www.nytimes.com/2021/08/30/us/politics/california-voters-afghanistan-biden.html>

le « blob¹⁰ », cette élite interventionniste et internationaliste qui domine le débat sur la politique étrangère aux États-Unis.

Les lignes de fractures chez nos voisins sont visibles de multiples façons, mais les événements du 6 janvier dernier représentent assurément un point de rupture, une démonstration extrême de ce bris de confiance entre les citoyens et les institutions censées les représenter. Dans son discours à l'occasion des 100 premiers jours de sa présidence, le président Biden soulignait comment les émeutes du Capitole avaient ébranlé la démocratie américaine, et se demandait si celle-ci pouvait surmonter toutes les divisions qui règnent au sein de la société¹¹.

La promotion de la démocratie à saveur d'exceptionnalisme

Depuis le début de sa présidence, Joe Biden parle des relations internationales comme d'une lutte entre les démocraties et les gouvernements autocratiques¹². Ce discours, qui n'est pas sans rappeler la rhétorique de la guerre froide, est basé sur l'exceptionnalisme¹³ américain, sur cette conviction profonde que le modèle démocratique américain est le plus fort, le plus durable, et triomphera un jour sur les régimes autoritaires. Aussi, sous-jacente à cette rhétorique de lutte idéologique et cet exceptionnalisme, persiste cette idée des États-Unis comme un exemple à suivre, un porte-étendard de la démocratie.

Cet extrait d'un discours du président Biden, prononcé devant des membres de forces armées, reflète bien sa philosophie : « *America is unique. From all nations in the world,*

« [...] Joe Biden parle des relations internationales comme d'une lutte entre les démocraties et les gouvernements autocratiques. Ce discours, qui n'est pas sans rappeler la rhétorique de la guerre froide, est basé sur l'exceptionnalisme américain. »

we're the only nation organized based on an idea. Every other nation you can define by their ethnicity, their geography, their religion, except America. America is born out of an idea: "We hold these truths to be self-evident, that all men [and women] are created equal... endowed by their Creator with certain inalienable Rights, [including] Life, Liberty" ¹⁴ ».

¹⁰ Le blob est une expression attribuée à l'ancien conseiller du président Obama, Ben Rhodes, mais a été largement reprise depuis.

¹¹ Joe Biden, « Remarks by President Biden in Address to a Joint Session of Congress », 28 avril 2021, disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/29/remarks-by-president-biden-in-address-to-a-joint-session-of-congress/>

¹² Voir notamment les remarques du président Biden à la conférence de presse de clôture du G7 à Cornwall le 13 juin dernier, disponibles sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/06/13/remarks-by-president-biden-in-press-conference-2/>,

¹³ Pour mieux comprendre l'influence de l'exceptionnalisme sur la politique étrangère américaine, voir notamment Gilles Vandal, « L'exceptionnalisme comme fondement moral », chap. dans Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon (dirs), *Théories de la politique étrangère américaine*, 2^e édition, 2018, p.109-158.

¹⁴ Joe Biden, « Remarks by President Biden Addressing Service Members and their Families », 28 mai 2021, disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/05/28/remarks-by-president-biden-addressing-service-members-and-their-families/>

Or, pour promouvoir un exemple, encore faut-il que celui-ci fonctionne, et après la présidence Trump et, surtout, les événements du 6 janvier dernier, force est de constater que le modèle américain n'est plus aussi reluisant. Selon la plus récente itération du Democracy Perception Index, qui sonde les gens à travers la planète sur ce qu'ils estiment être les plus grandes menaces à la démocratie, 44% ont nommé l'influence des États-Unis, ce qui place le pays de l'oncle Sam devant les menaces attendues que sont la Chine et la Russie¹⁵. C'est particulièrement en Europe et dans d'autres pays alliés de Washington que l'influence américaine est perçue comme ayant un impact négatif sur la démocratie, notamment en raison de la présidence Trump, largement impopulaire dans ces pays. Si le président Biden par sa seule arrivée a réussi à changer la perception des États-Unis pour le mieux, il reste tout de même beaucoup de travail à accomplir pour faire oublier les événements du 6 janvier dernier et restaurer la foi envers la démocratie américaine, et ce travail doit commencer à la maison.

« [...] le retrait des troupes est peut-être, contrairement à ce que plusieurs prétendent, le premier pas vers le rétablissement d'une démocratie plus forte. »

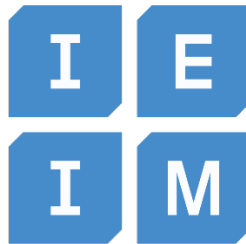
Ainsi, à une époque de démocratie fragile, un geste populaire comme le retrait des troupes est peut-être, contrairement à ce que plusieurs prétendent, le premier pas vers le rétablissement d'une démocratie plus forte. Évidemment, ce geste seul n'effacera pas toutes les tensions politiques actuelles, mais la démarche de Biden pour restaurer la confiance et montrer que son administration écoute la volonté des Américains est peut-être ce qu'il peut faire de mieux actuellement pour la promotion de la démocratie.

Alors qu'il sonne le glas du « nation-building » pour les États-Unis, Joe Biden nous démontre qu'il est doublement un homme de son époque : un homme qui a acquis son expérience politique durant la Guerre froide et le moment unipolaire américain, et donc qui croit fermement au modèle des États-Unis, mais aussi un président bien ancré dans la réalité politique de 2021, qui comprend l'importance de restaurer la confiance du peuple américain envers ses dirigeants. Car qui veut prêcher par l'exemple doit d'abord s'assurer que celui-ci soit le plus brillant possible.

¹⁵ Schmitz, Rob, « Poll: Much Of The World Sees The U.S. As A Threat To Democracy », *NPR*, 5 mai 2021, disponible sur: <https://www.npr.org/2021/05/05/993754397/poll-much-of-the-world-sees-the-u-s-as-a-threat-to-democracy>.

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

UQAM



**Institut d'études
internationales
de Montréal**

Autrice

Julie-Pier Nadeau

**Doctorante en science politique, Département de science politique de l'UQAM,
et chercheure en résidence, Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-
Dandurand en études stratégiques et diplomatiques**